

Décrets administratifs

Gouvernement du Québec

Décret 1114-2008, 5 novembre 2008

CONCERNANT le Programme national de réconciliation avec les orphelins et orphelines de Duplessis ayant fréquenté certaines institutions

ATTENDU QUE le gouvernement, sur la recommandation du ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, a établi le Programme national de réconciliation avec les orphelins et orphelines de Duplessis ayant fréquenté certaines institutions par le décret numéro 1198-2006 du 18 décembre 2006;

ATTENDU QUE ce programme détermine les modalités d'attribution d'une aide financière, notamment qu'une demande d'aide devait avoir été déposée au plus tard 120 jours après la date d'entrée en vigueur de celui-ci;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier le délai pour tenir compte des demandes déposées tardivement au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et qui ont été refusées parce qu'elles étaient hors délai et de celles qui seront reçues au plus tard le soixantième jour suivant la date de la publication du présent décret à la *Gazette officielle du Québec*;

ATTENDU QUE ce décret instituait un comité multipartite chargé de déterminer l'admissibilité à ce programme et que le mandat de ce comité est terminé;

ATTENDU QU'il y a lieu de confier au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale le mandat d'analyser l'admissibilité et d'évaluer les demandes reçues au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale en date de la publication du présent décret à la *Gazette officielle du Québec* et qui ont été refusées parce qu'elles étaient hors délai et celles qui seront reçues au plus tard le soixantième jour suivant la date de cette publication;

ATTENDU QUE ce délai en est un de rigueur;

ATTENDU QU'il y a lieu de remplacer pour ces demandes l'annexe jointe au décret numéro 1198-2006 du 18 décembre 2006;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale:

QUE le délai pour faire une demande d'aide financière dans le cadre du Programme national de réconciliation avec les orphelins et orphelines de Duplessis ayant fréquenté certaines institutions soit reporté au plus tard au soixantième jour suivant la date de la publication du présent décret à la *Gazette officielle du Québec*;

QUE soit confié au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale le mandat d'analyser l'admissibilité et d'évaluer les demandes reçues au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale en date de la publication du présent décret à la *Gazette officielle du Québec* et qui ont été refusées parce qu'elles étaient hors délai et celles qui seront reçues au plus tard le soixantième jour suivant la date de cette publication;

QUE l'annexe jointe au décret numéro 1198-2006 du 18 décembre 2006 soit remplacée pour ces demandes par l'annexe jointe au présent décret;

QUE le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,

GÉRARD BIBEAU

ANNEXE

PROGRAMME NATIONAL DE RÉCONCILIATION AVEC LES ORPHELINS ET ORPHELINES DE DUPLESSIS AYANT FRÉQUENTÉ CERTAINES INSTITUTIONS

1. OBJET DU PROGRAMME

Ce Programme a pour objet de déterminer les conditions d'attribution d'une aide financière individuelle, sans égard à la faute et à la responsabilité, aux personnes communément désignées comme orphelins et orphelines de Duplessis qui n'ont pas reçu d'aide financière en vertu du Programme national de réconciliation avec les orphelins et les orphelines de Duplessis adopté en 2001 et qui ont fréquenté une ou plusieurs des neuf institutions suivantes:

1. L'Orphelinat Notre-Dame de la Merci d'Huberdeau
2. L'Institut Saint-Jean-Baptiste du Lac Sergent
3. L'Orphelinat Saint-Joseph de Chambly
4. L'Hospice du Sacré-Cœur de Sherbrooke
5. L'Orphelinat agricole Saint-Joseph de Waterville

6. Le Centre Notre-Dame de la Santé (Institut Val-du-Lac) de Rock Forest
7. L'Institut Monseigneur Guay de Lauzon
8. Le Mont Saint-Aubert d'Orsainville
9. L'Institut Doréa de Franklin Centre

2. PERSONNES ADMISSIBLES

Une personne est admissible au programme d'aide financière si :

1. elle était orpheline ou considérée comme telle en raison notamment de son abandon ou de son illégitimité ;
2. elle a été admise, entre le 1^{er} janvier 1935 et le 31 décembre 1964, dans l'une ou l'autre des neuf institutions désignées ;
3. elle a subi une évaluation psychologique avant ou à compter de son admission dans l'une de ces institutions, concluant à une déficience ou à un retard intellectuel la rendant inapte à l'adoption, ou a été considérée ainsi par cette institution ;
4. elle n'a pas reçu d'aide financière en vertu du Programme national de réconciliation avec les orphelins et les orphelines de Duplessis, adopté par le décret n^o 1153-2001 du 26 septembre 2001, lequel a été modifié le 18 juin 2003 par le décret n^o 675-2003 ;
5. elle était vivante au 10 avril 2007 et une demande d'aide financière au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) a été reçue au plus tard le soixantième jour suivant la date de la publication du présent décret à la *Gazette officielle du Québec*. Ce délai en étant un de rigueur.

Le ministre peut également verser le montant d'aide financière à une personne qui n'a pas fréquenté une des neuf institutions, mais qui respecte les autres critères du présent programme :

— si elle a fréquenté une institution de même nature dans des conditions présentant de grandes similitudes à celles visées par le présent programme, ou

— si elle a fréquenté une crèche de façon prolongée ou une telle institution et correspond à ce qui était communément désigné comme étant orphelin ou orpheline agricole.

Dans l'analyse de l'admissibilité, le ministre prend en considération le facteur d'avoir, avant l'admission d'une personne dans une des institutions, fréquenté une crèche de façon prolongée.

3. MONTANT DE L'AIDE FINANCIÈRE

L'aide financière versée aux fins du présent programme est un montant forfaitaire de 15 000 \$.

4. CONDITION RELATIVE À L'ATTRIBUTION DE L'AIDE FINANCIÈRE

L'aide financière est versée par le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Pour recevoir cette aide, la personne doit donner, dans un délai de 30 jours suivant la décision la rendant admissible, en signant et en transmettant le formulaire à cette fin, une quittance complète, finale et générale à l'égard de tout droit ou recours envers quiconque, pour quelque dommage ou préjudice que ce soit relatif aux événements visés par le présent programme, y compris pour des dommages ou des préjudices, résultant de sévices de quelque nature que ce soit.

50895